

LE FONDS FIDUCIAIRE EUROPÉEN BÊKOU POUR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

A l'occasion de la visite à Bangui d'une mission relative au fonds Bêkou, une conférence de presse a été organisée ce lundi 09 février, à partir de 16 heures, dans la salle de réunion de la délégation de l'Union Européenne à Bangui, en présence du Chef de délégation de l'UE, de M. Irchad Razaaly, gestionnaire du fonds fiduciaire, de la Ministre de la Santé Publique et de la Population, et de la Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale.

Les deux premiers intervenants qui ont présenté tour à tour à l'assistance composée majoritairement de journalistes ce que c'est que le Fonds fiduciaire européen Bêkou, avant de donner la parole aux deux représentantes du gouvernement, à savoir la Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale, et celle de la Santé et de la Population, ont été M. Yrchad Razaaly, gestionnaire du Fonds fiduciaire européen Bêkou, et Candice Talleux, Chargée de la Presse et de l'Information à la Délégation de l'Union Européenne en RCA.

En fait, créé le 15 juillet 2014 à l'initiative de l'UE, de la France, de l'Allemagne et des Pays Bas, pour un budget total de 74 millions d'euros, le Fonds fiduciaire européen Bêkou pour la RCA est destiné à la relance de l'activité économique, à la réconciliation et à la cohésion sociale, au soutien aux structures administratives nationales et locales, à la réponse aux conséquences régionales.

Depuis son lancement en juillet 2014, le Fonds fiduciaire européen Bêkou a permis l'adoption de cinq projets, dans des secteurs complémentaires : la santé (15 millions), le genre (1,5 millions d'euros), la sécurité alimentaire (10 millions d'euros), les travaux urbains, l'appui aux réfugiés. Trois de ces projets entent aujourd'hui dans leur phase de mise en œuvre.

Dans le secteur de la santé, les premiers contrats avec les ONG partenaires de mise en œuvre ont été signés en décembre

2014. Tandis que les versements seront réalisés dans les prochains jours, les premières activités, telles que la distribution de paquets minimum de soins de santé de qualité et gratuits, et l'appui aux districts sanitaires commenceront ce mois-ci à Bangui, Bria, Birao, Banagassou et Bossangoa. Par ailleurs, des actions de réhabilitation de centre de santé seront également mises en œuvre dans la province de N'Délé. L'ONG chargée de ces activités est actuellement en cours d'identification.

Le programme Santé prévoit en outre le renforcement des capacités du Ministère de la Santé et de la Population grâce au recours à une assistance technique, dont les termes de références ont été arrêtés conjointement avec toutes les parties prenantes. De même, une étude de faisabilité traitant de la distribution des médicaments en RCA sera réalisée conjointement avec les autorités centrafricaines.

Dans le secteur de la sécurité alimentaire, les actions en cours et futures font l'objet de concertations régulières avec les autorités centrafricaines et les acteurs du terrain. La première phase du projet vise à renforcer la capacité de 10.000 foyers à faire face à des situations de crise (résilience), de contribuer durablement à la reconstruction et au développement de la RCA. Un appel à manifestation a été lancé le 02 février pour identifier un partenaire de mise en œuvre. Le démarrage des activités interviendra au mois de

mars.

Concernant les actions sur le genre, elles débuteront ce mois-ci, notamment l'inauguration de "Maisons de Femmes" dans les villes de Bangui, Bouar, Kaga-Bandoro, Bimbo et Bégoua. Le projet pourra par la suite être élargi à Bambari, Bangassou et Bocaranga. L'objectif est d'améliorer la situation socio-économique des femmes centrafricaines et de leur famille. Les leaders communautaires seront étroitement associés aux activités et sensibilisés sur la question du genre. Un appel à manifestation sera lancé mi-février pour identifier une douzaine de partenaires locaux de mise en œuvre.

Le 29 septembre dernier, le Comité de gestion du fonds Bêkou adoptait la fiche d'action du programme genre. La mise en œuvre de ce programme est coordonnée par l'ONG "International Rescue Committee" (IRC) depuis le 15 janvier 2015.

Après s'être prêtés au jeu de questions-réponses des journalistes conviés pour la circonstance, le Gestionnaire du Fonds fiduciaire européen Bêkou, M. Yrchad Razaaly et les deux membres du gouvernement, une remise officielle de contrats par la délégation de l'UE au gouvernement représenté a été faite le lundi 09 février 2015, puis le lendemain 10 février, d'autres contrats ont été remis au Directeur de Cabinet, représentant personnel de la Ministre de la Santé Publique et de la Population.

(Suite de la page 2)

centrafricaine de boxe amateur se compose comme suit : président, M. Loutomo Ngoussou Roger-Junior ; 1^{er} vice président M. Lekamatemako ; 2^e vice président M. Djim Ivain ; 3^e vice présidente Mme Pierrette Poumagou ; SG M. Ngbondue Armel ; SGA M. Mazoumoko David ; TG M. Yamodo Rodrigue, TGA Mme Balekombe Hortence

Une vision dynamique et futuriste

Dans son souci d'apporter une pierre au développement de la boxe, M. Loutomo ambitionne que la fédération centrafricaine

de boxe prenne une orientation nouvelle qui lui confère ses lettres de modestie, en se donnant comme Leitmotiv : la responsabilité, l'efficacité, l'innovation et le dynamisme, quatre mots qui représentent un programme.

Pour sortir la fédération centrafricaine de boxe du chaos dans lequel l'a plongée le pilotage à vue, M. Loutomo a déclaré que toutes les actions de la fédération centrafricaine de boxe-amateur ne pourront se réaliser que si les dirigeants des clubs se mettent résolument au travail en collaborant étroitement avec les responsables de la fédération pour « aider chaque boxeur

à devenir soi, le meilleur soi », comme le disait un philosophe français.

Si l'assemblée générale a, de toute évidence, pris fin et comme il est vrai que "l'on ne peut pas se désaltérer de l'eau déjà bleue", il n'en demeure pas moins qu'aucune personne, seule, quelles que soient ses capacités et ses qualités, ne saurait gérer la fédération de boxe. Le contraire ne serait que chimère. Ainsi va la vie...

Nguitogo, commission presse et communication

La salle de conférence de la Délégation de l'Union Européenne en Centrafrique a servi de cadre à une conférence de presse conjointe animée lundi dernier par le gestionnaire du fonds fiduciaire Bêkou Irchad Razaaly, les ministres centrafricaines de l'économie, du plan et de la coopération internationale Florence Limbio et des affaires sociales et de l'action humanitaire Eugénie Yarafa ainsi que de Mme Anne-Marie Brinckman de l'ONG internationale IRC sous le regard bienveillant du chef de la Délégation de l'UE en Centrafrique M. Jean-Pierre Raymondet-Commy.

L'objet de cette rencontre avec la presse portait sur l'échange d'un contrat entre l'UE et le gouvernement dans le cadre du Fonds Bêkou qui vise le financement d'un programme basé sur le Genre en RCA. Ce programme adopté par le Comité de gestion de ce fonds fiduciaire spécialement créé pour soutenir la RCA en cette période d'instabilité –en répondant aux urgences mais en même temps en jetant les bases du développement du pays, le 29 septembre dernier, vise à financer un certain nombre de projets au bénéfice des femmes centrafricaines aussi bien à Bangui que dans les villes et localités des provinces.

Entre autres projets, la création et la réhabilitation des "Maisons des femmes", le financement des activités génératrices de revenus et autres soutiens multiformes aux activités de la femme en tant qu'actrice principale du développement, surtout en cette période d'instabilité liée à la crise sécuritaire –« la femme reste toujours debout pour soutenir et maintenir son foyer », a déclaré la ministre des affaires sociales Eugénie Yarafa. Le début des activités de ce programme établi sur une durée de dix-huit mois est prévu dans les semaines à venir, un appel à proposition sera, d'ailleurs, lancé à cet effet pour identifier une douzaine de partenaires locaux avec lesquels l'ONG IRC va travailler à son exécution.

Les zones ciblées étant : Bangui, Bouar, Kaga Bandoro, Bimbo et Bégoua –suivront ensuite

éventuellement dans une seconde phase les localités de Bambi, Bangassou et Bocaranga. Les leaders communautaires des localités cibles seront sensibilisés et intégrés aux activités du programme dès la phase de sélection des organisations partenaires.

Le gestionnaire du Fonds, M. Irchad Razaaly a expliqué que le

travailler avec des ONG locales, notamment l'association des Femmes juristes de Centrafrique et celle des Femmes d'affaires de Centrafrique. Et elle d'ajouter que les activités prévues pour ce projet feront l'objet d'un appel d'offre. Et pour sa part, la ministre des affaires sociales Eugénie Yarafa a indi-

qué que le gouvernement compte sur les ONG pour que le projet atteigne ses objectifs...

Pour sa part, le chef de la Délégation de l'UE s'est félicité de ce que le Fonds Bêkou ait pris en compte promptement le volet Genre car au sein de la famille européenne, on entend placer la femme au cœur de toutes les préoccupations : « ...dans tous les projets de développement car la femme a un rôle important à jouer dans le redressement de la Centrafrique ».

Signalons que le Fonds Bêkou créé le 15 juillet

2014 pour répondre au défi de la résilience et contribuer à la reconstruction et au développement à long terme de la RCA, finance déjà d'autres projets. Dans le domaine de la santé où un contrat similaire a fait l'objet d'une rencontre similaire hier au même endroit. Des projets de réhabilitation urbaine sont également en cours d'exécution dans la capitale, particulièrement le projet à haute intensité de main d'œuvre lancé il y a deux semaines par la présidente.

Askin B.



Comité de gestion s'est convenu de la nécessité de répondre rapidement aux besoins des femmes qui traversent des moments difficiles en cette période de crise. Cette réponse non moins urgente vise à couvrir la protection de la femme, à mettre à sa disposition des services de base pour lui faciliter son auto prise en charge et un soutien économique voire financier s'avère indispensable. Il a ajouté que ce projet a fait l'objet d'un contrat signé entre l'UE et l'ONG IRC « qui dispose d'une expérience certaine dans ce domaine ».

La représentante de ladite ONG, Anne-Marie Brinckman a indiqué qu'elle entend

Centrafrique : Le fonds Bêkou, désormais opérationnel



Lundi, 09 février 2015, une conférence de presse a été tenue dans l'enceinte de la Représentation de l'Union Européenne en Centrafrique. On a noté à cette occasion, la présence de l'ambassadeur Jean-Pierre REYMONDET COMMOY, des ministres LIMBIO et YARAF, de M. Razaaly et du nouveau point focal du Fonds fiduciaire Bêkou à Bangui M. Jean Laurent.

Il ressort de cette conférence de presse que les activités prévues dans le projet Bêkou, notamment l'établissement de « Maison des femmes », sera lancé dans les jours à venir. Pour mettre en œuvre ces projets, un appel à proposition sera lancé afin d'identifier certaines ONGs et Associations nationales avec qui, il conviendra de réaliser les activités dans les zones ciblées telles que : Bangui, Bouar, Kaga Bandoro, Bimbo, Bégoua, Bangassou, Bocaranga, Bambi, Bozoum, Bossangoa, Birao, et Ndélé.

Les projets inclus dans la première phase du fonds Bêkou, concernent la santé, les travaux de main-d'œuvre (HIMO), la sécurité alimentaire, le genre et le problème des réfugiés. Concernant

le volet de la santé, il consiste à répondre aux besoins immédiats des populations, notamment en appuyant l'accès aux services de soins de santé dans les régions en situation difficile, tout en s'inscrivant au moyen-terme sur la mise en place des bases d'une nouvelle politique de santé. Pour le programme de main-d'œuvre, ceci à pour objectif d'améliorer la situation économique et sociale des quartiers défavorisés de la capitale, par la reconstruction d'infrastructures publiques de base. Il s'agit là, d'améliorer également, les conditions de vie des habitants par des actions à haute intensité de main-d'œuvre.

Même chose pour le programme alimentaire qui permettra d'améliorer durablement la production alimentaire et nutritionnelle à travers les volets tels que : la résilience des communautés rurales dans les régions Nord-Ouest de la RCA,



le soutien aux activités pastorales et la mise sur pied d'une filière maraîchère et avicole à Bangui et ses environs. S'agissant du programme Genre, ceci vise à



renforcer les connaissances et capacités des femmes, notamment économiques, l'aide de l'établissement d'espaces communautaires (Maison des femmes), ainsi qu'à développer un réseau de services financiers, afin de contribuer aux besoins immédiats des femmes tout en assurant leur apport dans le développement durable de la RCA. En ce qui concerne les réfugiés (ceux vivant au Cameroun), un programme d'activités génératrices de revenus dans le domaine du charbon et des actions favorisant l'accès à l'eau et à l'assainissement y sera afférent.

Il convient de rappeler que, le fonds Bêkou, selon le contexte, a été créé le 15 juillet 2014 à l'initiative de l'Union européenne pour répondre aux défis auxquels la RCA s'est confronté au lendemain de la crise de 2013. Les contributions pour le fonds Bêkou s'élèvent à 74 millions d'euros dont 51 millions pour l'Union européenne, 10 millions pour la France, 10 millions pour l'Allemagne et 3 millions pour les Pays-Bas.

Jospin Stone

Avant-proposition de constitution de la République Centrafricaine

PREAMBULE

Nous, peuple centrafricain **souverain**, Fiers de **notre** unité nationale, linguistique et de **notre** diversité ethnique, culturelle et religieuse qui contribuent à l'enrichissement de **notre** personnalité,

Convaincus de l'impérieuse nécessité de préserver l'unité nationale, la **cohésion sociale** et la paix, gages du progrès économique et social,

Animés par le souci d'assurer à l'Homme sa dignité dans le respect du principe de « ZO KWE ZO » énoncé par le Père fondateur de la République Centrafricaine, Barthélemy BOGANDA,

Conscients que seul le travail opiniâtre ainsi que la gestion rigoureuse et transparente de la chose publique et de

l'environnement peuvent assurer un développement harmonieux, rationnel et durable,

Résolus à préserver et à défendre l'intégrité du territoire de la République Centrafricaine dans les limites qui lui sont reconnues par le droit international,

Déterminés à rompre avec la gestion familiale, clanique et patrimoniale de la chose publique,

Résolus à construire un Etat de droit fondé sur une démocratie pluraliste, **le respect de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs en vue de garantir la sécurité** des personnes et des biens, la protection des plus faibles, notamment les personnes vulnérables, les minorités et le

plein exercice des libertés et droits fondamentaux,

Convaincus que le suffrage universel est la seule source de la légitimité du pouvoir politique,

Nous opposant fermement à la conquête du pouvoir par la force et à toute forme de dictature et d'oppression, ainsi qu'à tout acte de division et d'entretien de la haine,

Conscients que la tolérance, **l'inclusion, la concertation** et le dialogue constituent le socle de la paix et de l'unité nationale,

Convaincus qu'il est essentiel que les droits de l'Homme soient protégés par un régime de droit,

Convaincus de la nécessité de